

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Privés de Vélodrome, les syndicats persistent et signent à Marseille

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : vendredi 6 juin 2003

Démocratie & Socialisme

06/06 18:51 : Privés d'accès au stade Vélodrome par le maire UMP de Marseille qui refuse toute "manifestation politique" dans cette enceinte sportive, les syndicats ont "riposté" vendredi en appelant à un "meeting unitaire devant le stade" jeudi 12 juin en présence de quatre secrétaires confédéraux.

Bernard Thibault (CGT), Marc Blondel (FO), Alain Olive (Unsa) et André Aschieri (FSU) prendront la parole sur une estrade érigée sans demande d'autorisation devant le stade Vélodrome, point d'arrivée d'une nouvelle manifestation d'envergure partant le matin du Vieux-Port, ont précisé les syndicats des Bouches-du-Rhône.

"Gaudin, qui est vice-président de l'UMP, a peut-être cédé à d'amicales représentations", a ironisé devant la presse Alain Comba, responsable départemental FO, invité à commenter le veto du maire, connu pourtant pour son souci de consensus dans la ville.

M. Comba a expliqué que les syndicats avaient choisi le stade Vélodrome avec ses 60.000 places assises car il constituait "la mesure étalon idéale" face aux distorsions croissantes entre les chiffres de manifestants à Marseille annoncés par les syndicats ou par la police.

raidissement

M. Gaudin a tenu à justifier son refus de confier les clefs du stade aux syndicats en rappelant que depuis son élection en 1995, il n'avait jamais autorisé de meeting politique dans ce lieu le plus symbolique de la ferveur populaire marseillaise.

Chacun se souvient à Marseille que c'est son prédécesseur de gauche, Robert Vigouroux, qui le dernier avait ouvert le stade à un meeting électoral, le 17 avril 1988 pour le Front national et Jean-Marie Le Pen.

"Le stade Vélodrome doit rester un lieu de consensus, un lieu pour le sport, la culture, la fête et l'unité de toutes les communautés", a insisté le sénateur-maire, également aux prises avec une grève surprise des éboueurs lancée jeudi matin sans préavis qui empuantit une ville écrasée de soleil.

Le raidissement du maire dans une ville traditionnellement combative sur le plan social mais aussi coutumière des compromis politiques a provoqué une levée de boucliers des partis de gauche. "Décision étonnante", a lancé Michel Pezet, président du groupe socialiste au conseil municipal, qui se demande si M. Gaudin n'est pas "en train de perdre son sang froid". Le sénateur communiste de Marseille, Robert Bret, a pour sa part écrit au maire pour lui demander de "reconsidérer cette décision inopportune".